

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté n° 216 bis du 30 mai 1936, portant *virement de crédits* à l'intérieur de divers chapitre du budget local exercice 1935. 387
- Arrêté n° 261 du 9 juillet 1936, portant établissements de *tables décennales de l'état-civil* européen au territoire du Togo placé sous le mandat de la France. 389
- Arrêté n° 252 bis du 1^{er} juillet 1936, portant fixation des *mercuriales officielles* 1^o pour le calcul des droits « ad valorem » à l'entrée et à la sortie du Togo pour le 2^e semestre de l'année 1936 — 2^o pour le calcul de la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires à l'importation et à l'exportation pendant la même période. 389
- Arrêté n° 262 du 11 juillet 1936, fixant 1^o — le *prix de revient du kilogramme de café* dans le territoire du Togo; 2^o — la prime à payer aux cafés exportés pendant le 3^e semestre de l'année 1936. 894
- Arrêté n° 266 du 13 juillet 1936, accordant bénéfice de la *libération conditionnelle*. 394
- Arrêté n° 268, du 13 juillet 1936, mettant sous le régime de *passport sanitaire* les voyageurs en provenance de la Gold-Coast. 395
- Arrêté n° 271 du 18 juillet 1936, accordant bénéfice de la *libération conditionnelle*. 396
- Arrêté n° 272 du 19 juillet 1936, accordant bénéfice de la *libération conditionnelle*. 396
- Décision n° 261 du 9 juillet 1936, portant affectation et installations du *centre de Kouméa* aux services du secteur de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiase. 396

Actes divers concernant le personnel européen	
Actes du pouvoir central	397
Actes du pouvoir local	397
(Nominations, affectations, congés et passages, promotions)	397
Actes divers concernant le personnel indigène	
(Affectations, nominations, permissions et congés, révocation, punitions)	398
Forces de police	400
Divers	401
Audiences	401
Commission	401
Comité radioffusion	401
Avis concernant la Fédération nationale des grands blessés et mutilés atteints d'infirmités multiples.	401
Domaines	402
Avis aux navigateurs	402
État des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Aného pendant le mois de juin 1936.	403

PARTIE NON OFFICIELLE

Etude de M ^e Raymond Viale, avocat défenseur à Lomé	404
Annonces	404

Virement de crédits

ARRETE N° 216 bis portant *virement de crédits* à l'intérieur de divers chapitres du budget local, exercice 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;
Vu l'article 203 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 7 septembre 1935 portant approbation du budget local pour l'exercice 1935;

Sous réserve de ratification par le conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisées à l'intérieur des chapitres ci-dessous désignés du budget local, exercice 1935, les virements suivants :

CHAPITRE II

COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE (personnel)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 1. — Commissariat de la République	4.551,29	
ART. 2. — Cabinet du commissariat de la République		4.551,29
	<u>4.551,29</u>	<u>4.551,29</u>

CHAPITRE III

COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE (matériel)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 1. — Service général du commissariat de la République	608,—	
ART. 5. — Dépenses d'exercices clos		608,—
	<u>608,—</u>	<u>608,—</u>

CHAPITRE IV

SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE (personnel)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 1. — Administrateur supérieur du Togo	11.085,62	
ART. 2. — Bureaux du gouvernement	14.868,84	
ART. 3. — Circonscriptions administratives		24.544,10
ART. 9. — Établissements pénitentiaires		1.410,36
	<u>25.954,46</u>	<u>25.954,46</u>

CHAPITRE VI

SERVICES FINANCIERS (personnel)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 1. — Bureaux du trésor	54.695,63	
ART. 2. — Douanes	111.460,59	
ART. 5. — Dépenses d'exercices clos		56.764,96
	<u>111.460,59</u>	<u>111.460,59</u>

CHAPITRE VII

SERVICES FINANCIERS (matériel)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 1. — Trésor	1.092,48	
ART. 6. — Moyens de transport des services financiers		1.092,48
	<u>1.092,48</u>	<u>1.092,48</u>

CHAPITRE VIII

DÉPENSES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES (personnel)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 1. — Postes, télégraphes, téléphones	14.911,86	
ART. 6. — Agriculture		14.341,86
ART. 8. — Services forestiers		570,—
	<u>14.911,86</u>	<u>14.911,86</u>

CHAPITRE X

DÉPENSES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES (matériel)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 1. — Postes, télégraphes, téléphones	14.353,04	
ART. 9. — Dépenses d'exercices clos		14.353,04
	<u>14.353,04</u>	<u>14.353,04</u>

CHAPITRE XII

SERVICES D'INTÉRÊT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (personnel)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 6. — Instruction publique	73.645,68	
ART. 10. — Enseignement technique et professionnel		2.492,53
ART. 13. — Dépenses d'exercices clos		71.153,15
	<u>73.645,68</u>	<u>73.645,68</u>

CHAPITRE XIII

SERVICES D'INTÉRÊT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (matériel)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 1. — Services médicaux et sanitaires	154.840,78	
ART. 15. — Dépenses d'exercices clos		154.840,78
	<u>154.840,78</u>	<u>154.840,78</u>

CHAPITRE XIV

DÉPENSES DIVERSES (personnel)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 2. — Allocations temporaires	107,—	
ART. 4. — Dépenses d'exercices clos		107,—
	<u>107,—</u>	<u>107,—</u>

CHAPITRE XV

DÉPENSES DIVERSES (matériel)

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 5. — Dotations	121.010,33	
ART. 7. — Dépenses éventuelles		4.480,32
ART. 8. — Contributions		37.879,53
ART. 9. — Dépenses d'exercices clos		78.650,48
	<u>121.010,33</u>	<u>121.010,33</u>

CHAPITRE XVII

DÉPENSES IMPRÉVUES

	<i>à retrancher</i>	<i>à ajouter</i>
ART. 1. — Perte de fonds et de matériel		6.711,40
ART. 2. — Autres dépenses imprévues	6.711,40	
	<u>6.711,40</u>	<u>6.711,40</u>

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 30 mai 1936.

BOURGINE.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 13 juillet 1936.

Tables décennales de l'état civil

ARRETE N° 261 portant établissement de tables décennales de l'état civil européen au territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924 portant réorganisation de la justice française en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté du 8 avril 1931 rendant applicable dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France l'arrêté du 30 janvier 1931 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française portant règlement des frais de justice en matière civile, ensemble les textes le modifiant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est établi tous les ans dans chaque centre d'état civil européen du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, une table alphabétique des actes de l'état civil. Les tables annuelles sont fondues tous les dix ans, en une table alphabétique unique pour chaque centre d'état civil.

ART. 2. — Les tables annuelles sont faites par les officiers de l'état civil dans le mois qui suit la clôture du registre de l'année précédente; elles sont annexées à chacun des registres tenus en triple. Lorsque tous les actes de l'état civil sont inscrits sur le même registre tenu en triple, les tables annuelles à annexer à ces registres sont établies séparément, les unes à la suite des autres :

- 1^o — Pour les naissances;
- 2^o — Pour les mariages et les divorces;
- 3^o — Pour les décès.

Le procureur de la République près le tribunal de première instance et les juges de paix à compétence étendue veillent à ce que la table annexée au double du registre qui doit être déposé au greffe du tribunal y soit envoyée par l'officier de l'état civil en même temps et dans le même délai que ce registre.

ART. 3. — Les tables décennales sont faites dans les six premiers mois de la onzième année par le greffier du tribunal de première instance et des justices de paix à compétence étendue.

Elles sont faites en triple expédition pour chaque centre d'état civil : l'une établie sur papier libre reste au greffe, la seconde établie sur papier libre est adressée au centre d'état civil; la troisième est adressée au ministre des colonies pour être classée au dépôt des papiers publics.

Les trois expéditions sont certifiées par le greffier.

ART. 4. — Les tables décennales sont établies séparément les unes à la suite des autres :

- 1^o — Pour les naissances;
- 2^o — Pour les mariages et les divorces;
- 3^o — Pour les décès.

Elles constituent la liste établie, dans l'ordre rigoureusement alphabétique, de tous les noms compris dans chacune des tables annuelles de la période décennale, avec, en regard, l'indication de la date de l'acte auquel ils se réfèrent.

Les femmes sont mentionnées à leur nom patronymique et aussi, le cas échéant, au nom de leur mari.

Il ne peut y avoir qu'un nom par ligne.

ART. 5. — L'expédition destinée aux centres d'état civil est payée, suivant le cas, par la commune ou le budget local à raison de quinze centimes par nom, non compris le prix du timbre.

L'expédition destinée aux archives coloniales sera payée par le budget local, à raison de quinze centimes par nom.

L'expédition restant au greffe ne donnera lieu à aucune rémunération.

ART. 6. — Les tables décennales seront établies pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1925 et le 31 décembre 1934, et ensuite par période successives de dix ans à partir du 1^{er} janvier 1935.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 9 juillet 1936.

BOURGINE.

Fixation des mercuriales officielles

ARRETE N° 252 bis portant fixation des mercuriales officielles 1^o pour le calcul des droits « ad valorem » à l'entrée et à la sortie du Togo pour le 2^e semestre de l'année 1936 2^o pour le calcul de la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires à l'importation et à l'exportation pendant la même période.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1935 instituant une commission des mercuriales;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée du territoire du Togo des produits de toute provenance et de toute origine;

Vu l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1935 fixant le taux de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice perçues dans le territoire du Togo;

Après avis de la commission des mercuriales;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo seront liquidés par le service des douanes, pendant le 2^e semestre de l'année 1936, en conformité des indications du tableau I ci-annexé, qui serviront également à l'établissement des statistiques du commerce pendant la même période.

ART. 2. — La taxe sur le chiffre d'affaires sera perçue selon les valeurs prévues aux tableaux I et II ci-annexés, se complétant.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 1^{er} juillet 1936.

BOURGINE.

Approuvé au conseil d'administration dans sa séance du 13 juillet 1936.

TABLEAU I

DES MERCURIALES OFFICIELLES EN VIGUEUR PENDANT LE 2^e SEMESTRE 1936 POUR LE CALCUL DES DROITS « AD VALOREM » A L'ENTRÉE ET A LA SORTIE DU TOGO ET A L'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES DU COMMERCE

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU 2 ^e SEMESTRE 1936		
Acide carbonique	100 kilogrammes net.	300 frs.		
Alcools dénaturés	L'hectolitre.	300 —		
Amandes de karité	100 kilogrammes brut.	50 —		
Amandes de palme	—	55 —		
Amidons	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	200 —		
Animaux vivants	Bœufs et taureaux	La tête.	200 —	
	Veaux et Génisses	—	100 —	
	Moutons	—	15 —	
	Chèvres	—	15 —	
	Porcs	—	40 —	
	Volailles	poulets	—	2 —
		canards	—	10 —
		dindons	—	20 —
Arachides	en coques	100 kilogrammes brut.	60 —	
	décortiquées	—	95 —	
Babouches brodées de fils de coton	La paire.	32 —		
Babouches ornées de fils de soie ou fils métalliques	—	60 —		
Babouches pour enfants dont la longueur de semelle est inférieure à 23 centimètres	—	12 —		
Babouches autres	à semelles simples	—	18 —	
	à semelles renforcées	—	28 —	
Huile de karité	100 kilogrammes net.	150 —		
Beurre (salé ou non salé)	en boîtes métalliques	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	1.500 —	
	autrement présentés	—	1.300 —	
Bière	en fût (1)	L'hectolitre.	175 —	
	en bouteilles (bouteilles comprises)	—	325 —	
Biscuits de mer	légèrement sucrés	100 kilogrammes net.	250 —	
	non sucrés	—	230 —	
Bougies de toutes sortes	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	400 —		
Bouteilles et flacons importés pleins	plus de 0 litre, 50	Le cent.	50 —	
	de 0 litre, 10 à 0 litre 50	—	30 —	
	de moins de 0 litre, 10	—	20 —	
Cacao en fève	100 kilogrammes net.	160 —		
Café vert d'importation	—	500 —		
Café vert d'origine locale	—	500 —		
Caoutchouc brut	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	200 —		
Carbure de calcium	—	160 —		
Céréales en grains : orge	100 kilogrammes brut.	65 —		
Chaux hydraulique	—	20 —		
Chicorée (brûlée ou moulue)	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	375 —		
Chocolat ordinaire en tablettes ou en poudre (2)	—	800 —		
Ciment (à l'exclusion du ciment fondu et ciment coloré)	100 kilogrammes brut.	19 —		
Cire	brute	—	200 —	
	clarifiée	—	500 —	
Colas	100 kilogrammes net.	100 —		
Confitures	50% de sucre ou plus	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	725 —	
	moins de 50% de sucre	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	550 —	
Cornes brutes de bétail	—	25 —		
Coton égrené	100 kilogrammes net.	350 —		
Coprah	—	90 —		

(1) La valoration mercuuriale n'est applicable qu'aux seules bières en fûts dont la valeur de facture est inférieure à 175 francs l'hectolitre emballage non compris. Celles dont la valeur de facture est égale ou supérieure à 175 francs sur les mêmes bases seront soumises aux droits de cette valeur de facture majorée de 25%.

(2) La valoration mercuuriale n'est applicable qu'aux seuls chocolats dont la valeur de facture est inférieure à 900 francs les 100 kg. demi-brut. Ceux dont la valeur de facture est égale ou supérieure à 900 francs les 100 kg. et demi-brut, seront soumis aux droits d'après cette valeur de facture majorée de 25%.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES			UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU 2 ^e SEMESTRE 1936
Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain	première fusion (masses et barres)		100 kilogrammes net.	450 frs.
	battu ou laminé et en fils		—	550 —
Dames-jeannes et bonbonnes			La pièce.	25 —
Dattes de qualité commune importées en caisses, en sacs ou emballages similaires			100 kilogrammes net.	130 —
Défenses d'éléphant			—	4.000 —
Dent d'hippopotame			—	2.500 —
Drums et bidons en tôle importés pleins			—	220 —
Encens non purifié (3)			—	700 —
Essence de térébenthine			—	375 —
Estagnons d'essences ou de pétroles importés pleins			La pièce	3 —
Mazout			100 kilogrammes net.	65 —
Farine de froment	en sacs		100 kilogrammes brut.	80 —
	en estagnons		100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	100 —
	en barils		100 kilogrammes net.	100 —
			—	50 —
Farine de manioc			—	200 —
Fécules exotiques (sagou, salep et similaires)			—	75 —
Fers et aciers ordi- naires (4)	étirés en barres de tous profils		—	120 —
	feuillards et bandes		—	0,50
Films cinématographiques			Le mètre de longueur.	0,05
	en location		—	950 —
Fils de coton en éche- veaux pour tissage	simples	écrus	100 kilogrammes net.	1.150 —
		blanchis	—	1.375 —
		teints	—	1.350 —
	retors	écrus	—	1.550 —
		blanchis	—	1.850 —
		teints	—	80 —
Fruits de tables frais	bananes		—	125 —
	ananas		—	220 —
Fûts en fer ou acier importés pleins			—	450 —
Gomme copal			100 kilogrammes brut.	150 —
Goudron végétal			100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	10 —
Graines de coton			100 kilogrammes net.	30 —
Graines de kapok			—	50 —
Graines de sésames			—	60 —
Graines de ricin			—	380 —
Graisses végétales alimentaires autres			100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	220 —
Gruaux, semoules en gruau et blé concassé			100 kilogrammes net.	750 —
	d'olives (5)		—	425 —
Huiles végétales	d'arachides d'im- portation	en fûts	—	500 —
		en bouteilles ou estagnons	—	280 —
		d'arachides de fabrication locale	—	380 —
	sésames		—	280 —
	de lin		—	400 —
	de coton		—	90 —
	de palme		—	20 —
Ignames			—	150 —
Kapok non égrené			—	250 —
Kapok égrené			—	350 —
Lait	naturel ou stérilisé		100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	600 —
	concentré (pur ou sucré)		—	

(3) L'encens purifié est taxé à la valeur de facture majorée de 25%.

(4) Sont considérés comme fers et aciers ordinaires les métaux de l'espèce valant moins de 120 frs, les 100 Kilos net au prix de facture.

(5) Non compris les huiles de table contenant une certaine proportion d'huile d'olive qui sont taxées ad valorem.

DESIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU 2 ^e SEMESTRE 1936
Légumes secs entiers autres que ceux d'origine locale (6).	100 kilogrammes brut.	280 frs.
Légumes secs d'origine locale	—	30 —
Morue (verte ou sèche)	100 kilogrammes net.	400 —
Os et sabots de bétail bruts	100 kilogrammes brut.	30 —
Oxydes de plomb	—	325 —
Peaux brutes de bœufs	sèches	150 —
	vertes	50 —
Peaux brutes de chèvres	—	250 —
Peaux brutes de moutons.	—	175 —
Piment d'origine locale	100 kilogrammes net.	150 —
Pitchpins sciés	Le m3.	550 —
Pitchpins rabotés	—	625 —
Plombs bruts en saumons ou laminés.	100 kilogrammes brut.	175 —
Plumes de parure	de marabout	Le gramme net.
	d'autruche.	2 —
	—	1 —
Poissons secs et fumés d'origine locale	100 kilogrammes net.	200 —
Poissons secs salés	—	200 —
Racines de salsepareille	100 kilogrammes brut.	800 —
Riz	Brisures	55 —
	Ordinaire	70 —
	Africain	70 —
Saindoux	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	650 —
Sapins sciés	Le m3	350 —
Savons autres que ceux de parfumerie. (Genre savon de Marseille)	100 kilogrammes net.	210 —
Semoules de maïs	100 kilogrammes brut.	150 —
Semoules en pâtes et pâtes d'Italie	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	360 —
Sons de toutes sortes	100 kilogrammes brut.	50 —
Soufre	100 kilogrammes net.	150 —
Suif	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	350 —
Thés de toutes sortes (7)	100 kilogrammes net.	1.150 —
Tuiles plates à recouvrement	Le mille.	600 —
Vanille en vrac	le kilogramme net.	100 —
Végétaux, filaments	100 kilogrammes net.	125 —
et tiges à ouvrir	—	150 —
Viandes salées	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	1.350 —
	de porc	100 Kilogrammes net.
	jambon en boîte	1.300 —
	jambons autres	850 —
	lard en planches.	1.700 —
	saucisson	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.
Vinaigres autres que de parfumerie en fût	L'hectolitre.	180 —
Vins ordinaires en fûts (8)	—	200 —
Zinc laminé	100 kilogrammes net.	200 —
Autres produits soumis à la taxation ad valorem (9)	Valeur.	F + 25%

(6) Les légumes en farine sont taxés ad valorem F + 25%.

(7) Les thés dont la valeur de facture est supérieure à 1.150 francs les 100 kilos net échappent à la mercurialisation et sont, par suite, soumis aux droits sur la valeur de facture majorée de 25%.

(8) Cette valoration n'est applicable qu'aux seuls vins ordinaires en fût, dont le prix de facture (emballage compris) est égal ou inférieur à 250 frs. l'hectolitre. Pour les vins ordinaires importés en demi-muids, la valeur de l'emballage est fixée forfaitairement à 200 frs. Les boissons de l'espèce, dont le prix de vente dépasse 250 frs. l'hectolitre logé, échappent à la mercurialisation et sont par suite, soumises aux droits d'après la valeur de facture majorée de 25%.

(9) Les produits non dénommés au tarif et non mercurialisés sont passibles d'un droit de 10% de la facture (emballage compris) majorée de 25%.

NOTA. — La taxe ad valorem applicable à une marchandise couvre à la fois le contenu et le contenant lorsque le produit est imposé d'après le prix de facture, c'est-à-dire d'après le prix de la marchandise au moment où elle sort des magasins du commerçant expéditeur (emballage compris). Il résulte de ces dispositions que les droits à appliquer aux produits non mercurialisés et renfermés dans des emballages mercurialisés (vins ordinaires en bouteilles, huiles lourdes contenues dans des drums en tôle, etc...) ne peuvent être basés que sur le prix de facture de l'envoi, c'est-à-dire sur la valeur cumulée du contenu et du contenant avec majoration de 25%. Il n'y a dès lors pas lieu, dans le cas envisagé, de faire supporter en outre à l'emballage mercurialisé le droit qui lui est propre d'après la valoration mercuriale.

TABLEAU II.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEUR
IMPORTATIONS		
Viandes salées de bœufs et autres	100 kilogrammes net.	500 frs.
Charcuterie fabriquée	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	1.600 —
Conserves de viandes en boîtes autres que jambons	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	250 —
Conserves de viandes en terrines	—	1.300 —
Patés de foie gras	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut	2.350 —
Fromages	100 kilogrammes net.	1.400 —
} dits de Gruyère	—	1.300 —
} autres	—	—
Conserves de poissons	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	800 —
} sardines et autres	—	220 —
} chinchards et pilchares	—	—
Pommes de terre	100 kilogrammes brut.	80 —
Sucres raffinés	100 kilogrammes net.	100 —
Biscuits sucrés fins : plus de 50% de sucre	—	2.500 —
Biscuits sucrés fins : moins de 50% de sucre	—	500 —
Tabacs en feuilles	—	550 —
Cigarettes en boîtes métalliques	—	3.300 —
Cigarettes en paquets	—	1.600 —
Huiles de ricin en fûts	—	400 —
Oignons	100 kilogrammes brut.	200 —
Autres légumes	—	300 —
Purée de tomates	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	250 —
Etoupes	100 kilogrammes brut.	300 —
Eaux minérales de toutes sortes	L'hectolitre.	400 —
Anis Berger ou Pernod et similaires	—	700 —
Gins et Genièvres	—	500 —
Whiskys	—	1.900 —
Rhums en bouteilles	—	750 —
Rhums en fûts	—	450 —
Craies et blancs d'Espagne	100 kilogrammes brut.	150 —
Chaux ordinaires ou grasses	—	30 —
Goudron minéral	100 kilogrammes net.	90 —
} Pétrole en caisse et estagnons	—	90 —
} Essence en vrac et en fûts	—	90 —
Huiles de pétrole et de schiste	Essence en caisse et estagnons	100 —
} Huiles lourdes et résidus de	—	130 —
} pétrole	—	—
Tôles pour toiture	—	130 —
Fils de fer galvanisé	100 kilogrammes brut.	110 —
Potasse et carbonate de potasse	100 kilogrammes net.	150 —
Soude caustique	en boîtes	570 —
} en drums	—	300 —
} raffinés blancs en sacs (1)	—	30 —
Sels	raffinés blancs en flacons	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.
} autres	100 kilogrammes net.	15 —
Aluns d'amoniak et de potasse	100 kilogrammes brut.	100 —
Sulfate de magnésie	—	130 —
Sulfate de quinine et autres sels de quinine	kilogramme net.	600 —
Aspirine et méaspirine	—	350 —
Produits chimiques dérivés de la distillation du goudron	—	—
} minéral	100 kilogrammes net.	140 —
} Outremer	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	700 —

(1) Tous les sels fins blancs devront être considérés comme sels raffinés.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEUR
Vernis à l'essence et à l'huile	100 kilogrammes net.	1.300 frs.
Ocre broyé ou autrement préparé	100 kilogrammes brut.	200 —
Couleurs broyées à l'huile	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	650 —
Colle forte	100 kilogrammes brut.	260 —
Verres à vitre ordinaires	100 kilogrammes net.	400 —
Vitrification en grains percés	—	1.600 —
Cordages goudronnés ou non	—	420 —
Couvertures communes	—	720 —
Grillages de fer ou en acier	—	250 —
Cartouches pour fusil de chasse	le mille.	550 —
Allumettes chimiques (boîtes contenant 100 allumettes au plus)	les 1.000 boîtes.	70 —
Autres articles non désignés ci-dessus :	valeur définie par article 5 arrêté 106 du 21 février 1931.	
EXPORTATIONS		
Maïs	1.000 kilogrammes net.	170 —
Crevettes fumées	—	2.000 —
Mil	—	350 —
Coton non égrené	—	850 —
Indigo en herbe	—	1.000 —
Nattes indigènes	en raphia	2.000 —
	autres	500 —
Farine de manioc	—	500 —
Tapioca	—	550 —

Prix de revient du kilogramme de café

ARRETE N° 262 fixant 1^o le prix de revient du kilogramme de café dans le territoire du Togo;
2^o la prime à payer aux cafés exportés pendant le 3^e trimestre de l'année 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant 1^o — création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat, 2^o — établissement d'une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 susvisée;

Vu l'arrêté du 22 février 1933 réglementant l'attribution de la prime à l'exportation des cafés;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1935 fixant le prix de revient du café, par kilogramme dans le territoire du Togo;

*Vu le radiogramme ministériel n° 51 du 28 mars 1936 prescrivant d'adopter au Togo le taux de la prime à l'exportation des cafés appliqués dans les colonies voisines;

Vu l'arrêté 800 S. E. du gouvernement général de l'Afrique occidentale française en date du 14 avril 1936 fixant le prix de revient du café pour servir de base à la fixation des primes à l'exportation;

Vu le télégramme officiel n° 21 du 20 juin 1936 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française indiquant le

taux de la prime à l'exportation du café proposée pour le 3^e trimestre 1936;

Vu le radiogramme ministériel n° 93 du 10 juillet 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix de revient du kilogramme de café dans le territoire du Togo est fixé à six francs.

ART. 2. — La prime prévue à l'article 17 du décret du 31 mai 1931 susvisé est fixée à trente centimes (0f,30) par kilogramme pour les exportations effectuées du 1^{er} juillet au 30 septembre 1936 inclus.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 11 juillet 1936.

BOURGINE.

Libération conditionnelle

ARRETE N° 266 accordant le bénéfice de la libération conditionnelle.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

*Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive et sur les conditions d'intervention de la libération conditionnelle;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo et notamment en son article 15;

Vu le câblogramme ministériel n° 78 du 16 juin 1936;

Vu l'avis des présidents des tribunaux intéressés;

Vu l'avis du procureur de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus dont les noms suivent :

LAWSON LATÉ Jean, né à Anécho (cercle du sud), condamné à un an de prison et 50 francs de dommages-intérêts par jugement du 20 janvier 1936 du tribunal de 1^{er} degré d'Anécho;

VOUNASSODO dit GADEJISSO, né à Gboto-Eklohomé (cercle du sud), condamné à 18 mois de prison et 10 ans d'interdiction de séjour par jugement du 21 octobre 1935 du tribunal de 1^{er} degré d'Anécho;

TAMEKLO dit AZIAGA, dit TOGLO, né à Vogan (cercle du sud), condamné à un an de prison et 46 frs. 50 de dommages-intérêts par jugement du 21 octobre 1935 du tribunal de 1^{er} degré d'Anécho;

SASSOUVI André, né à Anécho (cercle du sud), condamné à un an de prison, 300 francs de dommages-intérêts le 2 septembre et à un mois de prison le 9 septembre 1935 par jugement du tribunal de premier degré d'Anécho;

Augustin AHLINVI, né à Anécho (cercle du sud), condamné à un an de prison et 36 francs de dommages-intérêts par jugement du 2 septembre 1935 du tribunal du premier degré d'Anécho;

GBOSSOU, né à Salivé (cercle du sud), condamné à un an de prison et restitution de 364 francs par jugement du tribunal criminel de Lomé en date du 25 février 1936;

AMAH, né à Salivé (cercle du sud), condamné à un an de prison et restitution de 156 francs par jugement du 25 février 1936 du tribunal criminel de Lomé;

TEVI, né à Salivé (cercle du sud), condamné à un an de prison et restitution de 104 francs par jugement du 25 février 1936 du tribunal criminel de Lomé;

AHOUANFENE, née à Aképé (cercle du sud), condamnée à 5 ans de prison et 30 livres sterling ou 2.555 francs de dommages-intérêts par jugement du 28 novembre 1932 du tribunal de cercle de Lomé;

SAMOU dit BAGARMI, né à Bagarmi (Cameroun), condamné à 2 ans de prison par jugement du 18 février 1935 du tribunal du premier degré de Lomé;

AKOUTOU dit EKPON, né à Amégiran (cercle du sud), condamné à un an de prison et 300 francs de restitution par jugement du 31 octobre 1935 du tribunal criminel d'Anécho;

OUNTENI KPAIBI, né à Galiey (Niger), condamné à 5 ans de réclusion par jugement du 29 avril 1933 du tribunal de cercle d'Atakpamé;

DEGBE PADONOU, né à Dogbo (Dahomey), condamné à 5 ans de prison et 1.200 francs de dommages-intérêts par jugement du 24 juillet 1932 du tribunal de cercle d'Atakpamé;

ALASSANI DJAGBADJO, né à Katchamba (cercle du nord), condamné à 2 ans de prison par jugement du 1^{er} septembre 1934 du tribunal de 1^{er} degré d'Atakpamé;

ALASSANI KPANDJA, né à Bandjéli (cercle du nord), condamné à 2 ans de prison par jugement du 1^{er} septembre 1934, du tribunal de 1^{er} degré d'Atakpamé.

TCHAO TENOU, né à Lameti Faram (cercle du nord), condamné à 10 ans de réclusion, 5 ans d'interdiction

de séjour et restitution de 1.440 francs par jugement des 10, 11 et 12 décembre 1930 du tribunal de cercle d'Atakpamé;

Bernard TEKOWI dit BARANA, né à Agomé-Seva (cercle du sud), condamné à un an de prison et 2.000 frs. d'amende majorée des décimes, soit 12.000 frs., par jugement du 23 décembre 1935 du tribunal de premier degré de Tsévié;

HEDJRA MIHAYE, né à Yobomé (cercle du sud), condamné à 2 ans de prison, 100 francs d'amende majorée des décimes, soit 600 frs. et 200 frs. de dommages-intérêts par jugement du 27 décembre du tribunal de 1^{er} degré de Tsévié;

SOSSOU DEKADJE, né à Sazoé (Dahomey), condamné à 6 mois de prison, 35 f, 12, 15 et 8 frs. de dommages-intérêts, par jugement du 30 mars 1936 du tribunal de 1^{er} degré de Lomé;

KOHOU ALA, né à Agouévé (cercle du sud), condamné à 2 ans de prison, 100 frs. de frais de justice, 1 an de prison, 100 frs. de frais de justice et 100 frs. d'amende, par jugements du 28 août 1933 du tribunal de cercle de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 13 juillet 1936.

BOURGINE.

Passeport sanitaire

ARRETE N° 268 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 réglementant la police sanitaire aux colonies;

Vu le T. O. circulaire n° 93 du 9 juillet 1936 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française signalant la basse Gold-Coast déclarée infestée de fièvre-jaune;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les voyageurs en provenance de la Gold-Coast entrant au Togo seront mis sous le régime de passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Pour les passagers européens et assimilés ainsi que pour les indigènes notables, visite sanitaire quotidienne pendant six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans une formation sanitaire soit à domicile.

Les passagers indigènes, autres que ceux cités ci-dessus, subiront avant de poursuivre leur voyage dans le Territoire une mise en observation sanitaire de six jours par les soins du médecin de la circonscription sanitaire d'accès maritime ou terrestre.

La désinsectisation des marchandises ou des bagages de tous voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur des voies de pénétration et

du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs commandant les cercles sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Porto-Novo, le 13 juillet 1936.

BOURGINE.

Libération conditionnelle

ARRETE N° 271 accordant le bénéfice de la libération conditionnelle.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive et sur les conditions d'intervention de la libération conditionnelle;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo et notamment en son article 15;

Vu le câblogramme ministériel n° 78 du 16 juin 1936;

Vu l'avis du président du tribunal de 1^{er} degré d'Anécho;

Vu l'avis du procureur de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé GODO, détenu, né à Afouimé (cercle du sud), condamné à un an et demi de prison par jugement du 17 juin 1935 du tribunal de premier degré d'Anécho.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 18 juillet 1936.

BOURGINE.

ARRETE N° 272 accordant le bénéfice de la libération conditionnelle.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive et sur les conditions d'intervention de la libération conditionnelle;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo et notamment en son article 15;

Vu le câblogramme ministériel n° 78 du 16 juin 1936;

Vu l'avis des présidents des tribunaux intéressés;

Vu l'avis du procureur de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus dont les noms suivent :

MONCHON AMOUSSOU, né à Abomey (Dahomey), condamné à 4 ans de prison, 100 francs de frais et 56.751 frs. 69 de dommages-intérêts par jugement du 31 mars 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

DOÛ REIS JOSEPH, ACHIMI, KODJOVI, né à Agoué (Dahomey), condamné à 4 ans de prison, 100 francs de frais et 56.751 francs 69 de dommages-intérêts par jugement du 31 mars 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

KODJO KOUASSI John, né à Agbo (Gold-Coast), condamné à 4 ans de prison, 100 frs. de frais et 56.751 frs. 69 centimes de dommages-intérêts par jugement du 31 mars 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

ATSSOU ATTIOGBE, né à Togoville (cercle du sud), condamné à 4 ans de prison, 100 frs. de frais et 56.751 frs. 69 de dommages-intérêts par jugement du 31 mars 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

AGBLEGBONAGNAN KOUDIAMENOU, né à Togoville (cercle du sud), condamné à 4 ans de prison, 100 francs de frais et 56.751 frs. 69 de dommages-intérêts par jugement du tribunal de cercle de Lomé en date du 31 mars 1933;

KOUSSOUHO KOUASSI, né à Agonli (Dahomey), condamné à 4 ans de prison, 100 francs de frais et 56.751 frs. 69 de dommages-intérêts par jugement du 31 mars 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

KOUDOKIN TÉTÉ John, né à Zowla (cercle du sud), condamné à 4 ans de prison, 100 francs de frais et 56.751 frs. 69 de dommages-intérêts, par jugement du 31 mars 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

BLEOSSL Paul TOGNIVI, né à Cotonou (Dahomey), condamné à 4 ans de prison, 100 francs de frais et 56.751 frs. 69 de dommages-intérêts et à 6 mois de prison, 100 francs de frais par jugements des 31 mars et 18 avril 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

DJESSI KODJO, né à Abomey (Dahomey), condamné à 4 ans de prison, 100 francs de frais et 56.751 frs. 69 de dommages-intérêts par jugement du 31 mars 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

AYIVI DJEDIN, MAOULÉ, né à Péda (Dahomey), condamné à 6 ans de réclusion et 100 francs de frais, par jugement du 1^{er} mars 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

ABEL LISSANOÛ, né à Lokossa (Dahomey), condamné à 5 ans de prison et 100 francs, par jugement du 24 février 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

AOOUNDI dit AKAKPO GBETSEWOU, né à Tofo-Saudji (Dahomey), condamné à 5 ans de prison, et 100 frs. de frais, par jugement du 24 février 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

ARNOLD AYAYI AJAVON, né à Anécho (cercle du sud), condamné à 5 ans de réclusion et 100 de frais, par jugement du 1^{er} mars 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

AMEGNISSICA ABOTCH, né à Kpogan (cercle du sud), condamné à 5 ans de réclusion et 100 francs de frais, par jugement du 1^{er} mars 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

Boniface KOUASSI KOUADJOVI, né à Grand-Popo (Dahomey), condamné à 4 ans de prison, 100 francs de frais et 56.751 frs. 69 de dommages-intérêts, par jugement du 31 mars 1933 du tribunal de cercle de Lomé;

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 19 juillet 1936.

BOURGINE.

Centre de Koumèa

DECISION N° 261 portant affectation des installations du centre de Koumèa aux services du secteur de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiase.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu la note n° 490 du 3 mars 1933 du Commissaire de la République relative à l'approbation par le conseil d'administration des projets relatifs à la construction des bâtiments de la subdivision sanitaire de Kouméa;

Vu le procès-verbal en date du 31 mars 1935 constatant l'achèvement de la construction des bâtiments susvisés et leur remise au commandant du cercle de Sokodé;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les bâtiments susvisés de la subdivision sanitaire de Kouméa sont affectés aux services du secteur de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiasse qui procéderont à leur occupation dans le délai de trois mois à compter du jour de la présente décision.

L'administrateur supérieur et le chef du service de santé régleront les détails de cette occupation.

ART. 2. — L'administrateur supérieur, le chef du service de santé et le commandant du cercle du nord sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Porto-Novo, le 9 juillet 1936.

BOURGINE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPEEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Par décret en date du 20 juin 1936, M. GEISMAR LÉON, administrateur en chef des colonies, administrateur supérieur du Togo a été chargé de mission en France, à compter de la date de son débarquement dans la métropole en vue d'étudier diverses questions intéressant les colonies.

« Par arrêté ministériel en date du 18 juin 1936, M. MARTINET, administrateur en chef des colonies, a été nommé administrateur supérieur du Togo par intérim, en remplacement de M. GEISMAR, chargé de mission en France ».

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nomination

Par décision du :

15 juillet 1936. — M. ROBIN Elie, ingénieur-adjoint de 1^{re} classe est nommé, cumulativement avec ses autres fonctions et en attendant l'arrivée d'un chef de la circonscription du coton chef de la dite circonscription avec résidence à Atakpamé.

Affectation

Par arrêté du :

13 juillet 1936. — M. DURAND SAINT-OMER, commis greffier principal du cadre de l'A. O. F., précédemment en service à Kônakry, remplira provisoirement les fonctions de greffier-notaire près le tribunal de 1^{re} instance de Lomé, en remplacement de M. PATRAULT, greffier-notaire près du tribunal de 1^{re} instance de Lomé, en instance de départ en congé.

Réquisition de passage

Par décision du :

10 juillet 1936. — Une réquisition de passage de retour, par anticipation, de Lomé à Marseille, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, sur le paquebot *Touareg*, attendu à Lomé le 11 juillet 1936, est accordée à Madame BURLURAU, femme d'un adjoint principal hors classe.

Congés — Passages

Par décision du :

16 juillet 1936. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir Saillat-sur-Vienne (Haute Vienne), Avenue de la gare, est accordé à M. Henri PATRAULT, greffier en chef du tribunal de 1^{re} instance de Lomé, qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Jamaïque*, attendu à Lomé vers le 24 juillet 1936.

ADDENDUM à la décision n° 251 du 6 juillet 1936 accordant réquisition de passage à M. WALTER, sergent de l'infanterie coloniale.

ARTICLE PREMIER. — Une réquisition de passage

ainsi qu'à son enfant âgé de 11 mois.

Le reste sans changement.

Porto-Novo, le 15 juillet 1936.

Le Commissaire de la République,

BOURGINE.

Promotions

Par arrêté en date du :

21 juillet 1936. — Sont promus au point de vue exclusif de l'ancienneté pour compter du 1^{er} juillet 1936 dans le personnel des cadres locaux européen du Togo :

A. — SERVICES CIVILS.

Au grade d'adjoint principal de 2^e classe :

M.M. RIBEIL Paul, adjoint principal de 3^e classe (au choix).

MONNIER, adjoint principal de 3^e classe (au choix).

Au grade d'adjoint de 1^{re} classe :

M.M. CONSO Robert, adjoint de 2^e classe (au choix).

CHAUTARD Emile, adjoint de 2^e classe (au choix)

JAGU Pierre, adjoint de 2^e classe (au choix).

B. — ENSEIGNEMENT.

Au grade d'institutrice principale de 2^e classe :

M^{me} PATANCHON Louise, institutrice principale de 3^e classe.

Au grade d'instituteur de 1^{re} classe :

M. PALLARÈS Martin, instituteur de 2^e classe (au choix).

Au grade d'instituteur de 2^e classe :

M. COMBES René, instituteur de 3^e classe (au choix).

C. — AGRICULTURE.

Au grade de conducteur principal de 1^{re} classe :

M. GAILLAGUET Jules, conducteur principal de 2^e classe (au choix).

D. — TRAVAUX PUBLICS — T.S.F.

Au grade d'ingénieur chef de station hors classe :

M. BRASSARD Paul, ingénieur chef de station de 1^{re} classe (au choix).

E. — CHEMIN DE FER.

Au grade de sous-chef de dépôt de 1^{re} classe :

M. WALLON Henri, sous-chef de dépôt de 2^e classe.

Au grade de sous-chef mécanicien de 1^{re} classe :

M. BURIGNAT Marc, sous-chef mécanicien de 2^e classe (au choix).

Au grade de chef de district de 4^e classe :

M. COMBES Roger, chef de district de 5^e classe.

F. — POLICE ET SURETÉ.

Au grade d'inspecteur-adjoint de 2^e classe :

M. VENANCE Julien Gabriel, inspecteur-adjoint de 3^e classe.

PERSONNEL INDIGÈNE**Affectation**

Par décision du :

9 juillet 1936. — La sage-femme auxiliaire de 3^e classe TEVI Marie, en service à Anécho, est affectée à la maternité de Lomé, en remplacement de la sage-femme auxiliaire de 2^e classe JOHNSON Marie, titulaire d'une permission dite de longue durée.

Promotions

Par décision en date du :

18 juillet 1936. — Sont promus au point de vue exclusif de l'ancienneté, pour compter du 1^{er} juillet 1936, les agents dont les noms suivent :

1^o — Enseignement officiel

Au grade d'instituteur-ordinaire de 2^e classe :

M. BOUBAKAR N'DIAYE, instituteur-adjoint de 1^{re} classe.

Au grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe :

M. MENSAN KOUÉVI, instituteur-adjoint de 4^e classe.

Au grade d'instituteur-adjoint de 4^e classe :

M. COLLEY Augustin, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.

MONITEURS

Au grade de moniteur de 4^e classe :

M. AMAH Moorhouse, moniteur de 5^e classe.

2^o — Enseignement privé

Au grade de moniteur de 4^e classe :

M. M. ECOUÉ Jérôme, moniteur de 5^e classe.

BANSAH KOFFI Milière, moniteur de 5^e classe.

Au grade de moniteur de 5^e classe :

M. M. EKLÔU François, moniteur de 6^e classe.

D'ALMEIDA Christian, moniteur de 6^e classe.

3^o — Service de l'agriculture

Au grade de moniteur auxiliaire de 1^{re} classe :

M. KENGBO Moïse, moniteur auxiliaire de 2^e classe.

Au grade de moniteur auxiliaire de 2^e classe :

M. GNASSOUNOU Louis, moniteur auxiliaire de 3^e classe.

Au grade de moniteur auxiliaire de 3^e classe :

M. AGBOGLI K. Victor, moniteur auxiliaire de 4^e classe.

4^o — Service des douanes

Au grade de préposé de 2^e classe :

M. PIÉTRI Lazare, préposé de 3^e classe.

Au grade de préposé de 3^e classe :

M. PEDANOU Andréas, préposé de 4^e classe.

Au grade de préposé de 5^e classe :

M. D'ALMEIDA Alfred, préposé de 6^e classe.

5^o — Service des P.T.T.**a) Commis**

Au grade de commis de 2^e classe :

M. GONCALVES René, commis de 3^e classe.

Au grade de commis de 3^e classe :

M. GONCALVES Antoine, commis de 4^e classe.

Au grade de commis de 6^e classe :

M. EPHOEVI Charles, commis de 7^e classe.

b) Surveillants et Facteurs

Au grade de facteur de 4^e classe :

M. ADENYKA François, facteur de 5^e classe.

6^o — Service de santé**a) Aides-médecins**

Au grade d'aide-médecin de 3^e classe :

M. MARTIN BODY LAWSON, aide-médecin de 4^e classe.

Au grade d'aide-médecin de 5^e classe :

M. DE SOUZA Etienne, aide-médecin de 6^e classe.

b) Infirmiers

Au grade d'infirmier-major de 3^e classe :

M. SODJI KOUAOVI Florence, infirmier-major de 4^e classe.

Au grade d'infirmier-major de 5^e classe :

M. M. AKOUÉTÉ Jean, infirmier de 1^{re} classe.
KOUKI Noël, infirmier de 1^{re} classe.

Au grade d'infirmier de 1^{re} classe :

M. ADJIVON Philippe, infirmier de 2^e classe.

Au grade d'infirmier de 2^e classe :

M. M. MAHOUEA, infirmier de 3^e classe.

ARNOLD ADAMA, infirmier de 3^e classe.

Au grade d'infirmier de 3^e classe :

M. M. AMONI Félix, infirmier de 4^e classe.

SOUGREDE Gérard, infirmier de 4^e classe.

Au grade d'infirmier de 4^e classe :

M. M. MINSO Ambroise, infirmier de 5^e classe.

OHIN Richard, infirmier de 5^e classe.

PRINCE Robert AGBODJEAN, infirmier de 5^e classe.

7° — Commis d'administration

Au grade de commis principal de 5^e classe :

M. ADJIVON Séverin, commis d'administration principal de 6^e classe.

Au grade de commis principal de 6^e classe :

M. FOLLY Michel, commis d'administration de 1^{re} classe.

Au grade de commis de 1^{re} classe :

M. M. DE SOUZA Dominique, commis d'administration de 2^e classe.

DA ERNESTHO Léopold, commis d'administration de 2^e classe.

BANERMAN Pierre, commis d'administration de 2^e classe.

Au grade de commis de 2^e classe :

M. M. CREPPY Charles, commis d'administration de 3^e classe.

GNASSOUNOU Paul, commis d'administration de 3^e classe.

AIHNARD André, commis d'administration de 3^e classe.

D'ALMEIDA Hubert, commis d'administration de 3^e classe.

APALOO John, commis d'administration de 3^e classe.

Au grade de commis de 3^e classe :

M. M. MENSAN Moïse, commis d'administration de 4^e classe.

DA SILVA PEREIRA, commis d'administration de 4^e classe.

LAWSON Jacob, commis d'administration de 4^e classe.

Au grade de commis de 4^e classe :

M. M. JOHNSON André, commis d'administration de 5^e classe.

LAWSON Nicolas, commis d'administration de 5^e classe.

KOUÉ Herman, commis d'administration de 5^e classe.

YEVU Joseph, commis d'administration de 5^e classe.

Au grade de commis d'administration de 5^e classe :

M. M. PINDRA François, commis d'administration de 6^e classe.

GNASSOUNOU Richard, commis d'administration de 6^e classe.

SANVEE Emmanuel, commis d'administration de 6^e classe.

Au grade de commis d'administration de 6^e classe :

M. APEDO AMA, commis d'administration de 7^e classe.

Au grade de commis d'administration de 7^e classe :

M. M. KOUASSI KODJO Joseph, commis d'administration de 8^e classe.

TITUS Théophile, commis d'administration de 8^e classe.

SANTOS Pédro, commis d'administration de 8^e classe.

ZAMBA François, commis d'administration de 8^e classe.

M. M. ABOKI Walter, commis d'administration de 8^e classe.

EYEBIYI Samuel, commis d'administration de 8^e classe.

AMOUSSOU Romuald, commis d'administration de 8^e classe.

APETE DOSSOUVI Martin, commis d'administration de 8^e classe.

8° — Interprètes

Au grade d'interprète principal de 5^e classe :

M. TIEM SOARÉ, interprète de 1^{re} classe.

Au grade d'interprète de 2^e classe :

M. FARE DJATO, interprète de 3^e classe.

9° — Plantons

Au grade de planton de 4^e classe :

M. GNIMAVO AMOUSSOU, planton de 5^e classe.

Au grade de planton de 6^e classe :

M. M. FOLI Louis, planton de 7^e classe.

DOSSOU Tossou, planton de 7^e classe.

Au grade de planton de 7^e classe :

M. M. BOSSOU Anatole, planton de 8^e classe.

ANANI Samuel Charles, planton de 8^e classe.

Au grade de planton de 8^e classe :

M. M. GAOSSOU SOUMANOU, planton de 9^e classe.

GOMEZ Richard, planton de 9^e classe.

10° — Travaux publics

1) — EMPLOIS SUPÉRIEURS : A. — MAÎTRES-OUVRIERS.

Au grade de maître-ouvrier de 6^e classe :

M. DO REGO SEYDOU, maître-ouvrier de 7^e classe.

2) — EMPLOIS SUBALTERNES : A. — OUVRIERS.

Au grade d'ouvrier de 4^e classe :

M. AYIKOUÉ Thomas, ouvrier de 5^e classe.

Au grade d'ouvrier de 6^e classe :

M. SOSSAH David, ouvrier de 7^e classe.

b) — SERVICES DES ROUTES.

Au grade de surveillant de 7^e classe :

M. SONHAYE DJATO, surveillant de 8^e classe.

11° — Service automobile

Au grade de mécanicien-conducteur principal de 4^e classe :

M. KOUAOU Joseph KOUNAKO, mécanicien-conducteur de 1^{re} classe.

Au grade de mécanicien-conducteur de 3^e classe :

M. Boniface YAO, mécanicien-conducteur de 4^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur de 4^e classe :

M. KOUSSANDJA Binoh, mécanicien-conducteur de 5^e classe.

12° — Chemin de fer

Au grade de maître-ouvrier de 5^e classe :

M. AMOUSSOU Daniel, maître-ouvrier de 6^e classe.

Au grade d'ouvrier de 2^e classe :

M. MENSAN Christophe, ouvrier de 3^e classe.

Au grade d'ouvrier de 4^e classe :

M. MARTIN Emmanuel, ouvrier de 5^e classe.

Au grade d'ouvrier de 6^e classe :

M. M. ADADE Théophile, ouvrier de 7^e classe.

COMLAVI Théophile, ouvrier de 7^e classe.

ADOVI Aloyé, ouvrier de 7^e classe.

Congés — Permissions

Par décisions des :

9 juillet 1936. — Une permission dite de longue durée de 6 mois, à solde de présence, pour en jouir au Dahomey, est accordée à Mademoiselle JOHNSON Marie, sage-femme auxiliaire de 2^e classe du cadre commun secondaire de l'A.O.F. en service à Lomé, à compter du 1^{er} août 1936.

Sont accordés, avec traitement des congés :

30 jours, du 1^{er} au 30 août 1936 inclus à l'ouvrier de 7^e classe du chemin de fer SEDALO TÈVI, en service à Lomé, pour en jouir à Palimé.

30 jours, du 1^{er} au 30 août 1936 inclus à l'homme d'équipe de 5^e classe, GUEQUE ISSOUKA, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 août 1936 inclus au facteur enregistreur de 1^{re} classe KOEHLER Joseph, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

90 jours, du 1^{er} août au 29 octobre 1936 inclus, au commis d'administration de 8^e classe APETE D. Martin en service au réseau du Bénin-Niger, pour en jouir à Lomé.

60 jours, du 1^{er} août au 29 septembre 1936 inclus au commis d'administration de 8^e classe LAWSON BALAGBO Léonard, en service à la commune mixte de Lomé, pour en jouir au Togo et au Dahomey.

15 jours, du 15 au 29 juillet 1936 inclus au garde-frontière de 2^e classe, KUDADE Gabriel, en service au bureau principal de Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 août 1936 inclus au facteur de 2^e classe ROBERT GAVENOU en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

18 juillet 1936. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 août 1936 inclus au facteur de 1^{re} classe SONONKPON MAGNIDÉ, en service au bureau principal des P. T. T. à Lomé, pour en jouir à Atakpamé.

Le facteur SONONKPON MAGNIDÉ aura droit au transport gratuit, de Lomé à Atakpamé et retour, pour lui et sa famille.

30 jours, du 1^{er} au 30 août 1936 inclus, au moniteur-auxiliaire de 1^{re} classe de l'agriculture ATCHOU EBENEZER Eho, en service au cercle du centre, pour en jouir à Palimé.

30 jours, du 1^{er} au 30 août 1936 inclus, au pointeur de 8^e classe ANSELME DAGAN, en service au wharf à Lomé, pour en jouir à Athiémé.

15 jours, du 10 au 24 août 1936 inclus, à l'infirmier de 5^e classe FOLLY A. Thomas, en service à Klabé, (cercle du centre) pour en jouir à Lomé.

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 août 1936 inclus, au facteur-enregistreur de 4^e classé Jean ADOVI, en service au chemin de fer, pour en jouir au Territoire.

30 jour, du 2 août au 1^{er} septembre 1936 inclus, à l'ouvrier de 5^e classe AKAKPOVI Robert, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours du 1^{er} au 30 août 1936 inclus, au commis d'administration de 5^e classe YEVU Joseph, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 25 juillet au 23 août 1936 inclus, à l'ouvrier de 4^e classe OUABI SANT'ANNA, en service à la subdivision des travaux publics à Lomé, pour en jouir à Lomé.

Révocation

Par décision du :

11 juillet 1936. — Le moniteur auxiliaire de 4^e classe de l'agriculture AGBOKOU Martial, est révoqué de ses fonctions.

Punitions

Par décision du :

7 juillet 1936. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée à l'interprète de 3^e classe VINCENT Jean, en service au cercle du sud, pour faute grave dans l'exécution de son service.

Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée au mécanicien-conducteur de 3^e classe NICOLAS SEWAVI, en service au cercle du sud, pour négligence dans son service.

ERRATUM à la décision n° 224 du 12 juin 1936 accordant congés.

ARTICLE PREMIER. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

Au lieu de :

30 jours, du 25 juin au 24 juillet 1936 inclus, à l'infirmier-manipulateur de 4^e classe AGBEKPONOU Paul LOGOSSOU, en service à l'hôpital de Palimé, pour en jouir à Anécho.

lire :

15 jours, du 25 juin au 9 juillet 1936 inclus, à l'infirmier-manipulateur de 4^e classe AGBEKPONOU Paul LOGOSSOU, en service à l'hôpital de Palimé, pour en jouir à Anécho.

Le reste sans changement.

FORCES DE POLICE**Licenciement**

Par arrêté du :

11 juillet 1936. — Est licencié à compter du 1^{er} août 1936, le stagiaire de la catégorie B. TCHANGANA, N° Mle M/403/B.T. de la P. C. Lomé pour « mauvaise manière de servir ».

Nominations

Sont promus et nommés miliciens de 1^{re} classe à compter du 14 juillet 1936 (prise de rang et droit à la solde compris) :

APEKEY Arnold, milicien de 2^e classe N° Mle M/262/B. T. de la P. C. Lomé.

BAJALA KOTOKOLI, milicien de 2^e classe N° Mle M/382/A. T. de la P. C. Lomé.

Rétrogradations

Est rétrogradé et remis garde de 1^{re} classe à compter du 14 juillet 1936, le brigadier de 2^e classe TCHOUKA KABRÉ, N° Mle 51, du peloton du sud (subdivision d'Anécho) pour « inaptitude au commandement ».

Est rétrogradé et remis garde de 2^e classe à compter du 14 juillet 1936, le garde de 1^{re} classe ATAKATI, N° Mle 284, du peloton du sud, (subdivision de Lomé) pour « mauvaise manière de servir ».

Nominations

Sont promus ou nommés à compter du 14 juillet 1936 (prise de rang et droit à la solde compris) :

1^{er} — Brigadier de 2^e classe :

BOUKARI II, garde de 1^{re} classe, N° Mle 402, du peloton du nord, (subdivision de Mango) en remplacement du brigadier TCHOUKA KABRÉ, rétrogradé.

2^e — Garde de 1^{re} classe :

COALANI, garde de 2^e classe, N° Mle 677, du peloton du nord, (subdivision de Sokodé.)

TOATA, garde de 2^e classe, N° Mle 512, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

SINTOHOU, garde de 2^e classe, N° Mle 718, du peloton du centre, (subdivision d'Atakpamé).

MISSI I, garde de 2^e classe, N° Mle 775, du détachement de police Lomé.

FOSSAGA, garde de 2^e classe, N° Mle 881, du peloton du sud, (subdivision de Lomé).

ZOTO Gaston, garde de 2^e classe, N° Mle 862, du peloton du sud, (subdivision de Lomé).

Gratification

Est accordée une gratification de cinquante francs (50 frs.) au garde de 1^{re} classe SOMAÏLA SAFIÉ, N° Mle 576, du peloton du centre, (subdivision de Klouto).

La dépense sera supportée par le chapitre IV — article 11 — paragraphe 2 (Forces de police — Garde indigène).

AUDIENCES

Par arrêté du :

18 juillet 1936. — Pendant les vacances judiciaires de l'année 1936, pour assurer l'expédition des causes urgentes et des affaires correctionnelles et de police, le tribunal de 1^{re} instance de Lomé, tiendra des audiences les mercredis 12 et 26 août, 9 et 23 septembre, 7 et 21 octobre à 8 heures.

COMMISSION

Par décision du :

16 juillet 1936. — Une commission composée de :
M. M. SANSON, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances. *Président*

THÉBAULT, procureur de la République, *Membres*

BARETTE, commerçant à Lomé, *Membres*

membres titulaires du conseil d'administration du Territoire se réunira sur la convocation de son président à l'effet de contater, en ce qui concerne les comptes des budgets de l'exercice 1935, la concordance entre les écritures du Trésor et celles des services d'ordonnement des budgets du Togo.

COMITÉ DE RADIODIFFUSION

Par arrêté du :

6 juillet 1936. — Est modifié comme suit l'article 2 de l'arrêté N° 497 du 11 octobre 1932, portant création du comité de radiodiffusion du Togo :

« Le comité de radiodiffusion du Togo, dont le siège est à Lomé, est composé comme suit » :

M. L'administrateur supérieur du Togo *Président*

Le chef de la subdivision des travaux publics,

Un fonctionnaire désigné par l'administrateur supérieur,

Le président de la chambre de commerce,

Un représentant des compagnies de navigation

Le secrétaire permanent de la défense nationale, *Membres*

Un délégué de chacune des associations autorisées de radiodiffusion, ou, à défaut, deux usagers désignés par décision du Commissaire de la République,

Le chef des stations radioélectriques de Lomé *Secrétaire*

LES BLESSÉS MULTIPLES

La fédération nationale des « blessés multiples » a tenu son assemblée annuelle le 10 mai 1936 dans l'hôtel des chambres syndicales, 10, rue de Lancry, Paris.X^e, où se trouvent ses bureaux.

Le ministre des pensions était représenté par M. ESPIARD, directeur de la liquidation des pensions et chef du cabinet, M. M. FIQUER, conseiller municipal, MASSON, représentant de la confédération, M^e MILLOT, avocat à la cour D^r ROCHEBOIS des centres de Réforme, assistaient à la réunion.

M. ESPIARD, dans une brillante allocution, précisa les modalités d'application du statut et rendit un hommage mérité à la tenacité des dirigeants qui se dépensent sans compter pour obtenir une extension du statut aux blessés multiples dont la principale invalidité est inférieure à 85%. Il assura l'assemblée que les propositions de modification de l'article 11 de la loi du 31 mars 1919 seraient prises en considération et mises à l'étude. Enfin, il pria les adhérents de soumettre leur cas particulier au bureau de l'association qui s'est spécialisée dans la question si complexe des infirmités multiples, où elle a acquis une autorité indiscutable.

SOLIER, président fédéral, PROUST, secrétaire général, DOBY, trésorier général, prirent ensuite la parole et firent adopter leurs rapports à l'unanimité.

M^e MILLOT, dans une superbe envolée, traita la question des pouvoirs devant les tribunaux de pensions.

Les principaux vœux adoptés demandent :

1^o — L'extension du statut aux blessés de guerre de 85% à 100% de pension, à condition que la principale blessure soit d'au moins 60%.

2^o — La modification de l'article 11 qui aboutit actuellement à une indemnisation dérisoire, parfois nulle, des infirmités autres que la plus grave.

3^o — L'abrogation des décrets-lois concernant les victimes de la guerre.

DOMAINES**Avis de demande d'immatriculation***au livre foncier du territoire du Togo*

Suivant réquisition n° 1000, déposée le 23 juillet 1936, le sieur Thimotheus Anthony profession d'agent de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 ares 05 centiares, situé à Lomé, quartier n° 10 — Commune-mixte de Lomé, cercle du sud, et borné au nord par le boulevard circulaire, à l'est par terrain à William Fumey, au sud par terrain à Edward Essien, à l'ouest par terrain à David Thompson.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

L'immeuble dont il s'agit a été vendu, par acte sous seings privé, en date à Lomé du 6 juillet 1936 à M. Shadrak Sewa Atikossie, employé de commerce demeurant à Nuatja, pour la mutation être faite au nom de ce dernier, dès l'immatriculation.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, dès main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

AVIS AUX NAVIGATEURS

N° 117. — Les navigateurs sont informés que la rivière de Mellacorée vient d'être balisée provisoirement au moyen de tonnes dans la rivière et d'une bouée d'atterrissage à l'embouchure. La hauteur d'eau minima dans le chenal balisé se trouve sur la barre à l'embouchure. Elle est de 4 m. 60 au dessous du zéro des cartes. Le niveau moyen à Benty est de 1 m. 85, l'unité de hauteur de 1 m. 53, l'établissement du port de 7 h. 30.

Les navires qui désirent entrer en Mellacorée reconnaîtront facilement la pointe *Sallatouk* qui, couverte d'une forte végétation est la plus élevée de la cote. Ils apercevront ensuite l'arbre isolé de *Bellangsang*, bon amer très visible du large. De la bouée d'atterrissage actuelle ils feront route sur cet arbre au N 76 est du monde. Ils passeront plus près des bouées noires que des bouées rouges, le courant portant toujours au sud. Ils viendront ensuite à 150/200 mètres des bouées 8 et 10 puis feront route sur la pointe *Tannah* au N 57 est du monde cette route laisse la bouée 7 à 100 mètres dans le nord). De là ils passeront à une soixantaine de mètres au nord des bouées 12 et 14 et ensuite entre les bouées 11 et 16, plus près de la noire que de la rouge. Ils feront alors route à 150 mètres, au nord de la bouée 18 en laissant la bouée 13 à 200 mètres à babord. De la pointe de Benty ils se dirigeront vers le mouillage. Le lieu d'évitage se trouve légèrement en amont du wharf de l'administration vers la rive gauche qui est très profonde et accore. Un navire de 125 mètres a tout l'évitage nécessaire même après avoir filé deux mailons de chaîne. Le fond du mouillage est de sable et de gravier. La tenue est très bonne. Il est recommandé aux capitaines de prendre le pilote indigène qui, à leur demande sera remis à leur disposition. Le plan au 1/20.000 donnant la position des balises peut être consulté à l'inspection générale des travaux publics à Dakar. Un exemplaire en sera délivré gratuitement, à la capitainerie, du port de Conakry à tous les commandants des navires d'un tirant d'eau supérieur à trois mètres qui fréquenteront la Mellacorée.

**ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho
pendant le mois de Juin 1936**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
Liberian Hambourg-Opobo	Anglais	31. 5. 36	2. 6. 36	3.068	40	—	—
152-Banfora Douala-Marseille	Français	1. 6. 36	1. 6. 36	3.577	144	12.238	136.746
153-Helmolea Opobo-Liverpool	Anglais	2. 6. 36	2. 6. 36	2.533	33	8.649	123.037
154-Alfred Jones Liverpool-Douala	—do—	—do—	—do—	2.155	38	19.821	—
155-Hoggar Marseille-Douala	Français	5. 6. 36	5. 6. 36	3.109	73	27.468	0.030
156-Dunkwa Londres-Kribi	Anglais	—do—	—do—	1.997	35	20.209	—
157-West-Lashaway New York-Opobo	Américain	—do—	6. 6. 36	3.458	34	296.945	—
158-New Brunswick Opobo-New York	Anglais	8. 6. 36	8. 6. 36	4.029	48	31.446	—
159-Thomas Holt Liverpool-Warri	—do—	—do—	—do—	2.191	40	97.553	—
160-Foucauld Pte. Noire-Bordeaux	Français	9. 6. 36	9. 6. 36	6.599	149	—	53.418
161-Cathlamet New York-Matadi	Américain	10. 6. 36	10. 6. 36	3.635	33	82.885	—
162-Isenze Trieste-Durban	Italien	—do—	11. 6. 36	3.428	43	324.602	—
163-Asie Bordeaux-Pte. Noire	Français	—do—	10. 6. 36	4.214	133	1.242	0.529
164-Wahehe Douala-Hambourg	Allemand	—do—	—do—	2.771	78	—	83.189
165-Normandlet Cotonou-Marseille	Danois	—do—	12. 6. 36	1.825	25	—	845.830
166-Robert Holt Warri-Liverpool	Anglais	11. 6. 36	—do—	1.798	39	—	637.516
167-Hoggar Douala-Marseille	Français	13. 6. 36	13. 6. 36	3.109	73	—	155.600
168-Casamance Douala-Amsterdam	—do—	13. 6. 36	15. 6. 36	3.455	38	43.294	629.111
169-Bougainville Dunkerque-Douala	—do—	—do—	—do—	4.363	41	10.373	—
170-Cheldale Calcutta-Burutu	Anglais	18. 6. 36	19. 6. 36	2.536	35	91.348	—
171-Canada Marseille-Douala	Français	19. 6. 36	—do—	5.668	164	25.686	—
172-Thomas Holt Warri-Liverpool	Anglais	—do—	—do—	2.191	40	1.742	104.370
173-Gulnean Burutu-Londre	—do—	—do—	—do—	3.069	40	0.367	279.715
174-Amstelkerk Hambourg-Douala	Hollandais	20. 6. 36	20. 6. 36	2.453	67	71.104	0.026
175-David-Livingstone Liverpool-Kribi	Anglais	—do—	—do—	2.175	40	40.884	—
176-Asie Pte. Noire-Bordeaux	Français	23. 6. 36	23. 6. 36	4.214	133	—	48.593

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
177-Brazza Bordeaux-Pte. Noire	Français	24. 6. 36	24. 6. 36	6.206	134	3.465	1.094
178-Dagomba Liverpool-Lagos	Anglais	25. 6. 36	25. 6. 36	2.106	38	—	235.700
179-Mulrton Pte. Noire-Marseille	Français	28. 6. 36	28. 6. 36	3.112	44	—	278.160
180-Canada Douala-Marseille	— do —	29. 6. 36	29. 6. 36	5.668	164	0.057	337.874
181-Dagomba Lagos-Liverpool	Anglais	— do —	— do —	2.106	38	23.353	—
182-Bougainville Douala-Havre	Français	— do —	30. 6. 36	4.363	41	19.486	260.803
183-Tombouctou Marseille-Pte. Noire	— do —	— do —	en rade	3.202	43	488.869	—
184-Thornlea Burtu-Brème	Anglais	30. 6. 36	en rade	2.548	33	—	—

PORT D'ANÉCHO

12-Normandlet Cotonou-Marseille	Danois	9. 6. 36	10. 6. 36	1.823	26	—	129.564
---	--------	----------	-----------	-------	----	---	---------

Lomé, le 1^{er} Juillet 1936.Le Chef du Bureau Principal des Douanes de Lomé,
Toqué.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

Etude de M^e Raymond Viale, avocat-défenseur à Lomé

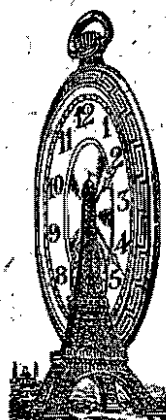
M. Michel BEGUIN, syndic de la faillite Raymond SHIDIAK, nommé par jugement du 20 février 1935 du tribunal de Cotonou, déclare que le certificat d'inscription de droit de superficie grevant le titre foncier n° 59 d'Anécho, appartenant à l'indivision familiale LAWSON, a été égaré.

Deuxième insertion conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France